

SOMMAIRE

La Belgique toujours à l'écoute des réfugiés P. 1

Renforcement de la prévention et de la réponse aux violences sexuelles P. 1

Évaluation participative dans les villages ruraux intégrés P. 5

Des rapatriés vivant avec un handicap physique demandent plus de soutien P. 6

Les villages ruraux intégrés, une solution pour les rapatriés sans terre et sans référence P. 6

Activités génératrices de revenus dans le site de Butare, des initiatives à soutenir ! P. 7

Vers un centre urbain de conseil et d'orientation des réfugiés P. 8

Renforcement de la prévention et de la réponse aux violences sexuelles

Dans le cadre de l'accomplissement de ses fonctions de protection des réfugiés, l'UNHCR a conclu un nouveau partenariat avec l'IRC pour devenir le point focal en matière de violence sexuelle et sexiste. Aussi bien les filles et les femmes que les garçons et les hommes peuvent en être victime. La violence peut être sexuelle, physique, psychologique ou même socio-économique. On parle de sexisme quand elle est basée sur l'appartenance sexuelle, c'est-à-dire le genre.

Les évaluations conduites par l'IRC ont confirmé l'existence de risques de violence sexuelle et sexiste, dans les camps et en milieu urbain, ainsi

Lire en page 4

BILAN 2010, PERSPECTIVES POUR 2011

Interview de la Représentante de l'UNHCR au Burundi, Mme Clémentine Nkweta -Salami



Représentante de l'UNHCR au Burundi

Question (Q): L'année 2010 vient de s'achever. Quel bilan faites-vous des activités de rapatriement et de réintégration de l'UNHCR au Burundi ?

Réponse (R): Le bilan de l'année 2010 est satisfaisant à bien des égards. Beaucoup de choses ont été réalisées par l'UNHCR, avec la collaboration de ses partenaires, et grâce au soutien des donateurs et du gouvernement du Burundi. En plus de la poursuite du rapatriement – complexe, il faut bien le reconnaître – des réfugiés burundais de la Tanzanie, nous avons commencé le rapatriement facilité des réfugiés burundais vivant en République démocratique du Congo (RDC), ainsi que le rapatriement facilité des réfugiés congolais vivant au Burundi. Cette nouvelle opération est jusqu'ici un succès. A la date du 31 décembre 2010, nous avons rapatrié 4 742 réfugiés burundais, dont 3 609 depuis la RDC.

Lire en page 2

La Belgique toujours à l'écoute des réfugiés

Le samedi 26 février, l'Ambassadeur de Belgique au Burundi, Mr Jozef Smets, et Mme Anne Dechamps, de Wallonie Bruxelles International, se sont rendus au camp de réfugiés de Bwagiriza, en province de Ruyigi, afin de remettre à ceux-ci 12 caisses de livres représentant plus de 600 ouvrages. Ce don de livres faisait suite à une requête émise par les réfugiés à l'endroit de l'Ambassadeur lors de sa dernière



Séance de remise de livres aux réfugiés

visite au camp, en septembre 2010. La Communauté française de Belgi-

Lire en page 4

Suite de la page 1

BILAN 2010, PERSPECTIVES POUR 2011

Nous avons aussi poursuivi les activités de soutien à la réintégration des rapatriés, y compris les cours de mise



Formation des policiers assurant la sécurité des camps

à niveau en kirundi et en français pour les élèves venus de Tanzanie. Nous avons continué à remplir notre rôle, qui est essentiellement celui de donner accès à un abri aux rapatriés, dans le cadre de la structure nationale intégrée chargée de la mise sur pied de villages ruraux intégrés (VRI) dans les provinces du sud du pays. Un nouveau village a ainsi été construit. Des extensions aux écoles primaires dans plusieurs VRIs ont également été aménagées, ainsi que des infrastructures spéciales pour les habitants handicapés.

Nous avons en outre effectué un travail de plaidoyer et de facilitation auprès des autorités burundaises afin que soient délivrés des documents officiels prouvant l'occupation légale des maisons et des terres reçues aux rapatriés. Ces 'lettres d'attribution', comme nous les appelons, sont une nouvelle étape majeure dans la réintégration durable de ces personnes. Le soutien à la résolution des conflits fonciers a également été l'une de nos activités principales. Sur environ

20 000 cas de conflit enregistrés depuis 2007, la Commission Nationale Terres et Autres Biens, appuyée par l'UNHCR, en a résolu plus de la moitié au 31 décembre 2010 et plus de 2 000 cas supplémentaires ont été résolus par les Bashingantahe, les conseils de sages au niveau des villages. Je voudrais aussi signaler qu'une soixantaine de réfugiés et rapatriés universitaires ont bénéficié d'une bourse d'étude DAFI dans les universités privées à Bujumbura.

Protection

Q : Et quelles sont les réalisations de l'UNHCR dans le domaine de la protection des réfugiés ?

R : Des évaluations ont été entreprises afin d'améliorer la protection et l'assistance de quelques 41 427 réfugiés et demandeurs d'asile vivant au Burundi. C'est dans ce cadre, par exemple, qu'un nouveau site a été construit pour les réfugiés rwandais à Butare, dans la province de Rutana, et que de nouvelles filières d'enseignement ont été introduites dans les camps de réfugiés. Un centre d'apprentissage informatique a également été créé à Muyinga, au bénéfice des réfugiés des camps de Gasorwe et de Musasa. Cette dernière initiative connaît un grand succès, dans la mesure où elle permet l'acquisition de compétences

cruciales de nos jours. De plus, un certificat reconnu internationalement sanctionne la formation qui y est délivrée.

Nous avons aussi entrepris, avec l'Office Nationale de Protection des Réfugiés et des Apatrides (ONPRA), l'enregistrement et la vérification des réfugiés vivant dans les camps et en milieu urbain. Ceci a permis la délivrance de cartes d'identité et autres documents essentiels pour la protection des réfugiés et demandeurs d'asile. En collaboration avec nos partenaires toujours, nous avons aussi organisé des formations sur la protection des réfugiés, aussi bien à destination du staff de l'UNHCR que des partenaires impliqués dans la protection et l'assistance aux réfugiés, y compris les autorités et les policiers.

Nous avons aussi procédé à la réinstallation de quelques réfugiés dans des pays tiers, que ce soit pour raisons médicale ou de protection.

Défis

Q : Quel a été le plus grand défi auquel à fait face l'UNHCR au cours de



Enregistrement des réfugiés

cette année 2010 ?

R : Le grand défi, aussi bien pour l'UNHCR que pour ses partenaires, y compris le gouvernement du Burundi, reste la réintégration de certains

Suite à la page 3

BILAN 2010, PERSPECTIVES POUR 2011

rapatriés, surtout ceux qui avaient fui en 1972. Ceux-ci font face à des problèmes de plusieurs ordres, y compris l'accès à la terre et à la propriété. Le rôle du groupe de travail intégré dédié à cette problématique est de s'assurer qu'un processus d'intégration réelle ait lieu, non seulement par la fourniture d'assistance mais surtout par l'intégration et l'acceptation des personnes rapatriées au sein des communautés d'accueil. Il s'agit là d'un processus qui requiert une évolution des mentalités dans le sens d'un détachement de l'assistanat vers une responsabilisation individuelle et communautaire.

Nous nous sommes aussi heurté à la résistance au retour de quelques 37 000 réfugiés burundais vivant à Mtabila, en Tanzanie. L'UNHCR et le gouvernement burundais continuent à les sensibiliser dans le sens d'un retour volontaire parce que le rapatriement dans leur pays reste pour eux la solution durable la plus adaptée. A ce propos, il se tiendra une réunion de la Commission Tripartite Tanzanie-Burundi-UNHCR en Tanzanie au cours de ce premier semestre 2011 pour analyser de nouveau cette situation.

Soutien aux opérations

Q : Est-ce que les opérations de l'UNHCR bénéficient d'un soutien suffisant ?

R : Les opérations de l'UNHCR ont été jusqu'ici très bien soutenues au Burundi. D'abord par le gouvernement burundais lui-même, ensuite par les différents pays donateurs, et bien sûr par les autres agences du système des Nations Unies et les partenaires.

Le montant total des contributions reçues en financement direct de nos opérations en 2010 s'élevait à plus de 23 millions de dollars. Je tiens d'ailleurs à profiter de cette occasion pour exprimer mes vifs remerciements à tous les donateurs qui appuient les program-

mes de l'UNHCR au Burundi.

Perspectives pour 2011

Q : Quelles sont les priorités de l'UNHCR en 2011 ?

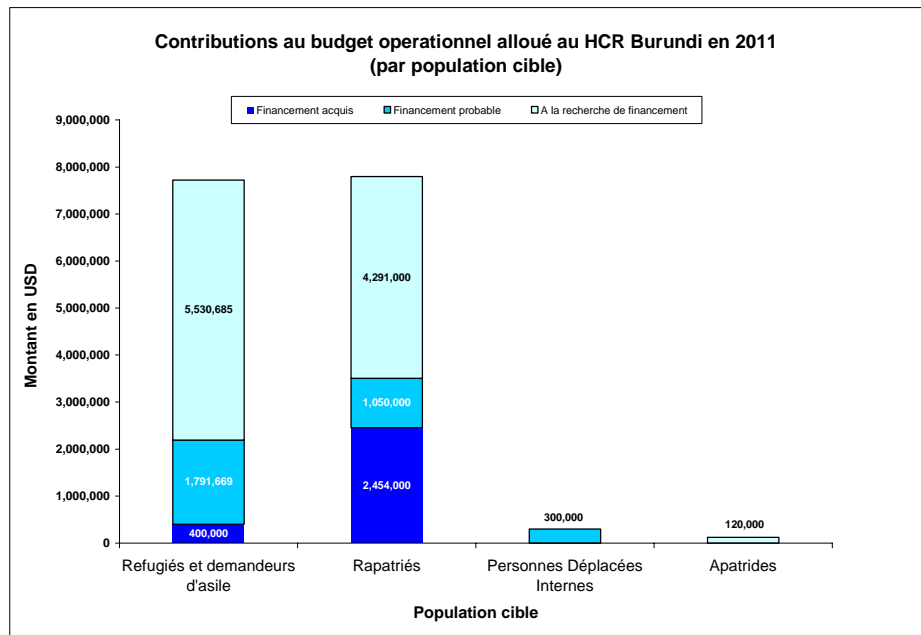
R : En premier lieu, nous comptons continuer à assurer aux réfugiés et demandeurs d'asile une protection internationale adaptée à leur situation et qui tienne compte de l'âge, du genre et de la diversité, tout en essayant de trouver des solutions durables pour eux.

Une nouveauté importante dans ce domaine est le nouveau partenariat de l'UNHCR avec l'International Rescue Committee (IRC) en matière de prévention et de réponse aux problèmes SGBV auprès des réfugiés dans les camps et en milieu urbain. Cette collaboration fait suite à des évaluations, menées en février 2010, qui ont mis en évidence l'existence de risques de violence sexuelle et sexuelle pour les réfugiés, ainsi qu'un manque d'activités coordonnées recouvrant tous les besoins des victimes en soins de santé, suivi psychosocial et information légale. De nouvelles infras-

structures ont été construites pour appuyer ces activités primordiales de protection. Le staff de l'UNHCR et de l'ensemble de ses partenaires a également bénéficié, aux mois d'octobre et de novembre respectivement, de sessions de sensibilisation en matière de violence sexuelle et basée sur le genre, en ce compris l'exploitation et l'abus sexuel.

En second lieu, nous allons continuer le rapatriement des réfugiés burundais, ainsi que l'assistance et le soutien au gouvernement du Burundi et aux autres partenaires dans la réintégration effective des rapatriés. La bonne collaboration entre les différents acteurs restera déterminante dans ce domaine.

Enfin, le HCR s'intéressera de beaucoup plus près aux problèmes de l'apatridie et des déplacés intérieurs en 2011, et tentera de susciter des actions menant à des solutions durables en faveur de ces derniers. Il s'agit ici aussi d'une inflexion nouvelle de nos activités.



La Belgique toujours à l'écoute des réfugiés

Suite de la page 1

que, par le biais de Wallonie Bruxelles International, a décidé de répondre aux besoins des réfugiés et a procédé à la récolte et l'acheminement au Burundi de ces ouvrages.

A leur arrivée au camp, les représentants belges ont été accueillis par les tambours et les chants de certaines de réfugiés, en majorité des enfants. Ils ont ensuite fait une visite dans le camp, guidés par des membres du personnel de l'UNHCR, afin de se rendre compte des derniers aménagements réalisés. Ce sont notamment les travaux d'extension de Bwagiriza II et le nouveau centre de sensibilisation et d'accueil en matière de violences basées sur le genre (SGBV) qui ont retenu leur attention.

Une courte cérémonie a ensuite été organisée afin de procéder à la remise officielle des ouvrages aux réfugiés. Les discours prononcés au cours de celle-ci étaient emprunts de part et d'autre de gratitude et de respect.

Mr Théodomire Nkurunziza, administrateur du camp de Bwagiriza, a remercié l'Ambassadeur d'avoir donné suite à sa promesse faite aux réfugiés en septembre 2010 de revenir avec des livres. « La présence de votre délégation témoigne de l'attachement de la Belgique au bien-être des réfugiés », a-t-il déclaré. Le chef de bureau HCR de Ruyigi, Mme Fortunata Ngonyani, s'est jointe à ces remerciements. « Nous savons que l'UNHCR fait un travail sérieux auprès de vous », a déclaré quant à lui l'Ambassadeur dans son discours aux réfugiés, « C'est la raison pour laquelle la Belgique a choisi de soutenir l'UNHCR sur une base annuelle ». « Soyez courageux, car nous savons qu'être un réfugié n'est pas facile », a-t-il conclu. Le dernier mot est revenu à Mme Dechamps, venue de Belgique pour remettre les livres aux réfugiés. Elle a insisté sur le fait que les ouvrages, destinés principalement aux enfants et adolescents du camp,

pourraient jouer un rôle important dans leur éducation et leur ouverture au monde. « Que ces livres soient pour vous source de plaisir et de découverte », a-t-elle lancé en guise de conclusion.



L'Ambassadeur de Belgique avec les réfugiés

La Belgique fournit un soutien très important aux activités de l'UNHCR au Burundi. Elle a octroyé en 2010 un financement de 1,5 millions d'euros pour les réfugiés présents dans le pays.

Renforcement de la capacité de réponse à la violence sexuelle et sexiste



L'Ambassadeur de Belgique dans le nouveau centre SGBV de Bwagiriza

qu'un manque d'activités coordonnées recouvrant tous les besoins des victimes en soins de santé, suivi psychosocial et information légale. En collaboration avec l'UNHCR, l'IRC a préparé un programme de prévention et de renforcement des structures d'accompagnement et d'aide aux victimes. En matière de prévention,

l'IRC organisera des sessions d'information pour le personnel soignant et les assistants sociaux chargés du suivi psychosocial sur l'attention à porter aux victimes. Le personnel légal, administratif et judiciaire sera aussi formé sur le sujet. Les représentants, les leaders et les personnes respectées par les réfugiés seront sensibilisés sur les causes et les conséquences d'une telle violence et la réponse à y apporter pour qu'ils puissent à leur niveau prévenir tout acte préjudiciable. Les réfugiés recevront ces mêmes informations en plus de celles relatives aux services disponibles.

La violence sexuelle et sexiste touche principalement des femmes et des filles. Dans le cadre de ses activités, l'IRC se focalisera sur cette catégorie

Suite de la page 1

mais tiendra compte des hommes et des garçons dans le développement et la mise en œuvre de ses activités. En vue d'apporter une réponse plus efficace aux victimes de violence sexuelle et sexiste, une assistance psychosociale, médicale et légale est prévue. Les assistants sociaux pourront accueillir les personnes qui se présentent et les rediriger dans un premier temps vers le centre médical géré par l'ONG partenaire African Humanitarian Action (AHA). Un suivi psychosocial sera disponible pour faciliter la réintégration de la victime dans sa communauté. Des informations sur les possibilités juridiques seront également fournies en cas de besoin. Un plan effectif et complet de prévention et d'accompagnement permettra ainsi d'avoir un impact sur la violence sexuelle et sexiste et, à terme, d'en atténuer les effets.

L'UNHCR et ses partenaires entreprennent une évaluation participative dans les Villages Ruraux Intégrés des provinces de Bururi, Makamba et Rutana

L'évaluation Participative est un des outils de la politique de l'UNHCR sur l'intégration de l'âge, du genre et de la diversité (AGDM) dans toutes les activités entreprises en faveur des populations sous son mandat. Elle a pour but de mettre la population concernée au centre des décisions qui sont prises concernant l'assistance qui leur est fournie.

La dernière évaluation participative des conditions de vie des rapatriés, et du processus menant à leur réintégration, vient d'avoir lieu du 21 au 25 février 2011 dans les huit Villages Ruraux Intégrés (VRI) se trouvant dans les provinces de Makamba, Rutana et Bururi.

Cette activité, organisée par l'UNHCR avec la collaboration de ses partenaires, y compris le gouvernement du Burundi, a été précédée par la présentation des résultats de la dernière évaluation participative du mois de février 2010. Une formation sur la méthodologie de l'Évaluation Participative pour les participants avait également été prévue.

L'évaluation participative AGDM de 2011 dans les VRIs s'est articulée autour des thèmes principaux suivants :

- ✦ Moyens de subsistance - Relèvement économique et sécurité alimentaire;
- ✦ Abris, terre et sécurité foncière;
- ✦ Protection - SGBV - Personnes avec les besoins spécifiques et

participation communautaire;

- ✦ Education et Formation professionnelle - Santé et Nutrition - Eau et Assainissement.

Selon Wella Kouyou, Chef de la Sous Délégation de l'UNHCR à Makamba, la participation des femmes, des hommes, des filles et des garçons de tous âges et de toutes les couches sociales a été réelle et effective.

« Notre but est de permettre à toute la population des VRIs de prendre part activement à la formulation des projets, à l'exécution, au suivi et à l'évaluation afin qu'elle puisse s'approprier ces projets », a-t-il dit.

La Directrice du Département du Rapatriement au Ministère de la Solidarité Nationale, Droits de l'Homme et Genre, Mme Chantal Hatungimana, qui a également participé à cet évaluation, observe que « c'est un exercice utile et nécessaire qui a permis d'identifier les forces et les faiblesses dans le domaine de la réintégration et qui permettra d'apporter des améliorations ». Elle a surtout apprécié la disponibilité et la participation des habitants des VRIs.

Les habitants des VRIs qui se sont exprimés estiment eux aussi que l'évaluation participative AGDM est très utile. « Depuis la dernière évaluation, en février 2010, nous avons remarqué beaucoup d'améliorations, notamment dans le domaine de l'assistance alimentaire. L'extension de l'école primaire est aussi le résultat de l'évaluation participative de l'année passée », a indiqué Ernest Minani, habitant du VRI de Mutambara.

Les provinces de Makamba, Bururi et Rutana, couvertes par cette évaluation, ont accueilli depuis 2008 plus de 73 802 rapatriés burundais en provenance de la Tanzanie et de la République Démocratique du Congo. Ce chiffre représente 56 % des rapatriés de retour au Burundi pendant cette période.



Séance de discussion avec les adolescentes du VRI de Mutambara

Ces évaluations sont menées pour toutes les activités de l'UNHCR sur le terrain, que ce soit au bénéfice des réfugiés dans les camps, en milieu urbain, ou pour le retour et la réintégration des rapatriés.

En Bref

Les objectifs de l'évaluation participative l'AGDM dans les VRIs :

- Évaluer le niveau de réintégration des rapatriés burundais qui sont arrivés majoritairement de la Tanzanie et de la RDC, ainsi que des personnes avec des besoins spécifiques issues de la population résidente avec qui ces rapatriés cohabitent dans les VRIs;
- Identifier, par ordre de priorité, les entraves à la réintégration de la population des VRIs et en établir les causes;
- Répertoire les solutions qui sont préconisées et qui émanent directement de la population des VRIs, tout en visant l'accélération de leur réintégration locale à court, moyen et long termes ;
- Formuler des recommandations et un plan d'action pour tous les intervenants dans les VRIs afin de surmonter les obstacles à la réintégration ;
- Assurer que les recommandations issues de l'évaluation participative soient intégrées dans les Plans Communaux de Développement Communautaires (PCDC) des communes où sont implantés les Villages Ruraux Intégrés.

Les rapatriés vivant avec un handicap physique demandent plus de soutien

Depuis le début de l'opération de rapatriement depuis la Tanzanie en 2002, quelques 510 473 réfugiés burundais sont rentrés au pays. Parmi eux, certains présentent des handicaps physiques ou mentaux. Ils ont

parfois bénéficié de petites formations professionnelles dans le pays d'asile, comme la cordonnerie, la menuiserie ou la peinture, qui leur permettaient de vivre décemment, à l'instar des personnes bien portantes

Les villages ruraux intégrés, une solution pour les rapatriés sans terre et sans référence

Ngendahoruri, 50 ans, est une femme burundaise rapatriée par l'UNHCR au mois de novembre 2010 depuis Gisoakwe, à l'est de la RDC, où elle résidait depuis 1972. Elle fait partie des 4500 réfugiés burundais rapatriés de ce pays depuis octobre 2010. Elle fait aussi partie des 96 familles de rapatriés burundais sans terre ni référence hébergés provisoirement dans les Centres d'Hébergement Temporaires (CHTs) du pays. Selon ce qu'elle a entendu dire, ses parents, aujourd'hui décédés, vivaient à Rumonge, sans qu'elle n'ait aucun détail supplémentaire. Dans sa situation actuelle, au Centre d'Hébergement Temporaire de Mutambara, elle ne peut pas poursuivre l'activité agricole qui l'occupait quand elle était encore en RDC. Elle attend donc son transfert dans un village rural intégré (VRI).

« Je remercie les autorités du Burundi qui nous ont permis de rentrer ainsi que l'UNHCR et les autres bienfaiteurs qui nous assistent.

J'attends impatiemment mon transfert dans un village rural intégré pour recommencer ma vie et commencer à planter, parce que je sais que l'assistance en vivres que nous recevons n'est pas éternelle », a-t-elle confié.

Ngendahoruri a perdu son mari pendant la période de son exil en RDC.



Ngendahoruri et sa fille au CHT de Mutambara

Elle a donc à elle seule toute la responsabilité de ses trois enfants. En attendant qu'elle soit transférée dans un village de paix, et d'avoir un lopin de terre à cultiver, elle se débrouille en achetant et en revendant les oignons dans le village rural intégré de Mutambara afin de compléter l'assistance qu'elle a reçue à son arrivée.

Alice, sa fille aînée, cherche une école professionnelle où elle pourrait apprendre un métier et se demande si dans le village où elle sera transférée de telles opportunités existent.

« Je n'ai que 17 ans, j'ai quitté l'école malgré moi, je voudrais au moins apprendre la couture », a confié Alice.

Les villages ruraux intégrés sont le fruit des efforts conjugués du gouvernement du Burundi, de certaines agences des Nations Unies, y compris le PNUD, l'UNICEF, le PAM et la Banque

Mondiale, ainsi que des partenaires d'exécution de l'UNHCR. Le Burundi compte huit VRIs situés dans les provinces de Bururi, Makamba et Rutana. Ils hébergent 1 165 familles de 5 199 rapatriés, dont la majorité sont des rapatriés sans terre et sans référence. Entre dix et vingt pourcent de résidents locaux, identifiés comme vulnérables, sont aussi hébergés dans les VRIs.



Steven Bugaru, rapatrié du VRI de Busebwa

physiquement. Avec le bagage acquis au cours de ces différentes formations, les rapatriés présentant un handicap sont aujourd'hui à la recherche de petits emplois qui leur permettraient de gagner un peu d'argent.

Dans l'optique de leur offrir quelques facilités à domicile, l'UNHCR vient de démarrer un projet d'adaptation des maisons des personnes à mobilité réduite dans les VRIs. Il s'agit au total de l'adaptation de 45 maisons pour les handicapés physiques. Ces aménagements leur sont bien entendu très bénéfiques. Mais ils cherchent aussi une assistance leur permettant de démarrer des activités génératrices de revenus.

Steven Bugaru est un rapatrié handicapé de 36 ans qui a sept enfants. Il est rentré en 2008 de l'ancien site de Katumba, en Tanzanie, où il travaillait comme cordonnier et réparateur de postes radio au Centre des Handicapés. Ce travail lui procurait un revenu de 81 000 Shillings Tanzanien (65 000 FBU). Son épouse, qui travaillait à l'hôpital, gagnait 130 000 Shillings (100 000 FBU).

« Nous avons un revenu suffisant, mais aujourd'hui toutes nos économies sont terminées. Malheureusement, je n'ai même pas de tricycle pour aller à Rumonge réparer les chaussures », dit Bugaru.

Suite à la page 7

Activités génératrices de revenus dans le site de Butare, des initiatives à soutenir !

Le site de réfugiés rwandais de Butare, dans la province de Rutana, a été inauguré en septembre 2010 après la fermeture du site de Giharo, où ces réfugiés venaient de passer quatre ans. Ces réfugiés étant principalement des agriculteurs, la plupart d'entre eux complètent l'assistance en vivres par de petits revenus obtenus en cultivant pour les agriculteurs locaux ou dans les champs qu'ils louent pour leurs propres cultures. D'autres gagnent de quoi subvenir à leurs besoins en menant à bien d'au-

tres activités génératrices de revenus, comme le petit commerce et le petit élevage.

Viator, Président des réfugiés rwandais de Butare, tient une petite boutique pour articles variés à l'entrée du site. Il s'adonnait à la même activité à Giharo, avant son transfert à Butare. Ayant commencé avec un capital de cent mille francs, il a pu majorer son capital jusqu'à huit cent mille francs, a pu acheter une parcelle et a même construit une maison.

« Avec l'argent que je gagne avec



Une réfugiée rwandaise fabriquant un panier

cette boutique, je n'ai pas de problèmes pour nourrir mon épouse et mes cinq enfants. De temps en temps, je m'offre aussi une bouteille de Primus», indique fièrement Viator.

Aloys fabrique quant à lui la bière locale de maïs, appelée 'umugorigori'. « C'est une bière qui n'est pas alcoolisée », dit-il, « sauf quand j'y ajoute du miel ». « Je gagne ma vie honnêtement et je permets aux réfugiés qui viennent des champs de se désaltérer à un prix abordable de 250 FBU le litre », déclare Aloys.

Alors que l'agriculture est une activité faite par les femmes aussi bien que par les hommes, les femmes du camp ont une spécialité bien connue: le 'Kuboha', ou tressage de paniers. Certaines se sont déjà constituées en associations pour produire plus et vendre plus. Mais les marchés pour leurs produits se font de plus en plus rares et elles cherchent éperdument un débouché pour écouler leur production.

Cette année, l'UNHCR prévoit de soutenir les activités génératrices de revenus au site de Butare à travers son partenaire national 'Conseil pour l'Éducation et le Développement' (COPEL). Il s'agit principalement des activités agricoles, du petit commerce, de l'artisanat et du petit élevage. Les activités des femmes, notamment celles qui se sont regroupées en association, seront particulièrement soutenues.

Le site de Butare héberge 246 réfugiés rwandais et un ressortissant congolais de la RDC.

Les rapatriés vivant avec un handicap physique demandent plus de soutien

Suite de la page 6

Une association pour handicapés rapatriés

Steven Bugaru vient d'adhérer à une association pour rapatriés handicapés : « Association pour le Développement des Handicapés et des Vulnérables », ADH en sigle. ADH est soutenue par quatre fonctionnaires de Rumonge, dans la province de Bururi, dont deux enseignantes et deux

ture et du tissage. Mais l'accès à ce centre leur pose encore des problèmes à cause de l'absence de moyens de déplacement.

« Nous avons besoin de soutien en matériel pour aider ces vulnérables, y compris la matière première pour les activités et les tricycle pour permettre leur déplacement. Ce sont des gens qui voudraient bien se prendre en charge mais les moyens manquent cruellement », a confié Ones Préfet Nibigira, Président de cette association.

Léocadie Nyandwi est une femme membre active de l'association ADH. Elle est arrivée en 2008 de Katumba, en Tanzanie. Elle a dû confier sa fille de 15 ans à sa mère pour venir travailler et rester plus longtemps à Rumonge. « Je n'avais pas d'autre choix que de venir. Nous avons des commandes que nous devons aussi honorer et nous devons vivre », nous dit-elle.

L'association cherche actuellement à mobiliser une somme de six millions de Francs burundais pour mener à bien ce projet d'activités génératrices de revenus qui permettra d'améliorer la vie des rapatriés handicapés dans la commune de Rumonge.



Un rapatrié handicapé dans la salle de peinture

agents de suivi de la Commission Nationale Terres et Autres Biens (CNTB). Elle compte 36 membres, composés 32 rapatriés handicapés et 4 résidents, y compris 14 femmes qui se rendent régulièrement à leur petit centre professionnel de Rumonge pour faire de la sculpture, de la pein-

Vers la mise en place d'un Centre Urbain de Conseil et d'Orientation des Réfugiés, « CUCOR »

L'UNHCR, en collaboration avec l'Office National de Protection des Réfugiés et des Apatrides (ONPRA) et d'autres partenaires, prévoit la mise en place d'un Centre Urbain de Conseil et d'Orientation des Réfugiés (CUCOR) à Bujumbura. Ce centre permettra aux réfugiés urbains d'avoir un accès plus facile à l'information et aux conseils sur la procédure d'asile et sur d'autres questions relatives à la vie courante.

De plus en plus de demandeurs d'asile et de réfugiés résident en milieu urbain, selon le constat de l'UNHCR. L'une des solutions pour une meilleure protection des réfugiés urbains est l'établissement d'un centre communautaire où les réfugiés et d'autres membres de la population urbaine peuvent socialiser et avoir accès à l'information, aux services, aux conseils et à une variété de facilités, y compris les activités sociales et culturelles. L'endroit est également destiné à devenir un lieu de formation. L'objectif du CUCOR est de répondre à cette politique de proximité pour la communauté vivant à Bujumbura.

Une large gamme d'informations sera disponible au Centre, notamment sur la procédure d'asile, l'enregistrement, le processus de détermination du statut de réfugié, les procédures à suivre en cas de menace ou de problème médical urgent, les droits des réfugiés, leurs obligations et responsabilités, le cadre juridique dans le pays d'asile, les opportunités et les services fournis par l'UNHCR et d'autres organismes, ainsi que les solutions durables telles que la réinsertion, le rapatriement volontaire et la réinstallation.

L'ONPRA assurera la gestion du Centre et dispensera des conseils sur toutes ces questions sans s'y limiter. L'UNHCR continuera de le seconder sur les questions de protection sous sa compétence. L'International Rescue Committee (IRC) conseillera individuellement les réfugiés et les demandeurs d'asile sur la violence sexuelle et sexiste. Handicap International (FHI) y fournira également des conseils, en particulier aux plus démunis et aux plus vulnérables.

Des équipements et du matériel audiovisuel sont prévus pour les personnes non alphabétisées ou ayant une limitation auditive, et bien d'autres facilités seront aménagées pour l'efficacité du Centre. Suivant la bonne marche du projet, des formations seront dispensées sur différentes thématiques, des réunions et autres activités sociales ou culturelles pourront y être organisées. La mise en place du CUCOR est encore en phase de préparation et prévoit une petite structure dans un premier temps. Il s'agrandira en fonction des besoins. Le Centre devrait être opérationnel d'ici peu et pourra accueillir les demandeurs d'asile et les réfugiés dans un lieu unique et accessible.



Un réfugié urbain reçu au HCR à Bujumbura

Une année de commémorations pour l'UNHCR

Tout au long de l'année 2011, l'UNHCR célébrera plusieurs anniversaires importants. Le 28 juillet sera célébré le 60^{ème} anniversaire de la Convention de 1951 relative au statut du réfugié. Quelques semaines plus tard, le 30 août, nous fêterons le 50^{ème} anniversaire de la Convention de 1961 sur la réduction de l'apatridie. Le 10 octobre, enfin, marquera le 150^{ème} anniversaire de la naissance de Fridtjof Nansen, premier Haut Commissaire aux Réfugiés de la Ligue des Nations. Cette date verra également l'attribution du célèbre prix Nansen, qui est décerné chaque année à une personne ou une organisation pour des services exceptionnels rendus à la cause des réfugiés. Ce prix a d'ailleurs été remis en 2005 à la burundaise Maggy Barankitse.

Ces commémorations seront l'occasion pour l'UNHCR de rappeler au monde l'importance majeure des problématiques qui font l'objet de son mandat, c'est-à-dire le déplacement forcé et l'apatridie. Au Burundi aussi, des événements publics seront organisés pour marquer ces anniversaires.

Actualités de l'UNHCR dans le monde

L'UNHCR fait face aux crises actuelles en Afrique du Nord et de l'Ouest

L'UNHCR et ses partenaires se mobilisent pour venir en aide aux personnes confrontées aux différentes crises actuelles en Afrique du Nord et de l'Ouest. Au cours de ces dernières semaines, l'UNHCR a travaillé avec le gouvernement tunisien, le Croissant Rouge et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) pour répondre à l'arrivée de plus de 90 000 personnes fuyant les violences en Libye. La majorité d'entre elles sont des travailleurs migrants en provenance de l'Égypte, de la Tunisie, du Bangladesh, de la Chine, de la Thaïlande et du Vietnam. Des dizaines de milliers se sont envolés chez eux par suite de l'appel lancé par l'UNHCR et l'OIM aux gouvernements d'organiser des vols pour les évacuer.



En Côte d'Ivoire, Le HCR vient d'avertir que l'accès des organisations humanitaires à la capitale Abidjan et aux autres régions de la Côte d'Ivoire s'amenuise rapidement alors que l'insécurité s'aggrave. Les violents combats survenus ces derniers jours dans le quartier d'Abobo,

Arrivés en Tunisie, ceux qui ont fui le conflit en Libye font la queue pour accéder à l'aéroport, où l'UNHCR et ses partenaires ont organisé des vols à destination de leurs pays d'origine.

Photo : UNHCR/A. Duclos

à Abidjan, ainsi que les affrontements dans l'ouest du pays ont restreint l'accès pour les organisations humanitaires et ont mené le pays au bord de la guerre civile.

Des milliers de personnes se sont déplacées et des réfugiés ont afflué en masse vers le Libéria, de l'autre côté de la frontière. L'est du Libéria doit aujourd'hui faire face à la présence de plus de 70 000 ivoiriens arrivés depuis les élections présidentielles à la fin novembre 2010.

Un appel consolidé a été publié à Genève au mois de janvier 2011, dont la part de l'UNHCR s'élève à 43,8 millions de dollars pour ses opérations à la fois en Côte d'Ivoire et au Libéria, en plus de la couverture des opérations au Mali, au Burkina Faso, en Guinée et au Ghana.

Le HCR compte lancer très prochainement un appel de fonds supplémentaire d'un montant de 18 millions de dollars afin de financer son programme d'aide humanitaire d'urgence pour la Libye.

Octroi de lettres d'attribution de parcelles et de maisons aux rapatriés

Un premier lot de plus de 880 lettres d'attribution de parcelles et maisons aux habitants des villages ruraux intégrés vient d'être remis à l'UNHCR. C'est le fruit d'un suivi soutenu pendant plus d'une année par l'UNHCR. Ces lettres, signées par le Ministère de l'Eau, Environnement et Aménagement du Territoire seront remises aux chefs de ménage dans les VRI. Cette signature de lettres d'attribution constitue la première étape dans la procédure d'acquisition d'un titre de propriété par les bénéficiaires. L'UNHCR a déjà reçu les lettres d'attribution relatives aux terrains sur lesquels quatre des villages ruraux intégrés sont construits. Les lettres d'attribution pour les quatre autres villages restant seront transmises à l'organisation prochainement.

Ont contribué à cette édition :

Ornella Inamugisha (Stagiaire)
Sophie Muller (UNHCR Bujumbura)
Alfred Kana (UNHCR Bujumbura)
Paul Songo (UNHCR Makamba)
Bernard Ntwari (UNHCR Bujumbura)
Hugues van Brabandt (UNHCR Bujumbura)

Bulletin d'information
publié par le Haut Commissariat
des Nations Unies pour les réfugiés

Contact :
Hugues van Brabandt
Administrateur Associé
aux Relations extérieures
Email : vanbraba@unhcr.org

Bernard Ntwari
Associé à l'Information publique
Email : ntwarib@unhcr.org

Pêle-mêle



Sebastian Villar / Binub

Accueil du premier convoi de rapatriés congolais vivant au Burundi par le Gouverneur du Sud Kivu, Monsieur Marcellin Cishambo, le 28 octobre 2010.

Les 29 et 30 septembre 2010, il avait lui-même effectué une mission dans les camps de Gasorwe, Musasa et Bwagiriza, ainsi qu'à Bujumbura, pour inviter les réfugiés congolais à se rapatrier volontairement. Au cours de sa visite, il a posé un geste de solidarité avec les réfugiés en remettant 7 500 USD aux réfugiés du camp de Gasorwe, 5 000 USD à ceux du camp de Musasa et 5 000 USD à ceux du camp de Bwagiriza. Les comités directeurs des réfugiés dans les différents camps ont décidé des modalités d'un partage équitable de cet argent entre les réfugiés sans intervention ni de l'UNHCR ni de l'ONPRA.



Les conditions d'accès aux bénéficiaires sont parfois difficiles !



Signature d'un contrat de financement de la bourse DAFI par un rapatrié en présence des représentants de l'Ambassade de l'Allemagne et de l'UNHCR.



En achetant un de ces paniers, vous améliorez la situation d'une famille réfugiée! Passez votre commande au Bureau de l'UNHCR Makamba !



Journée mondiale du réfugié :
Passage en revue des troupes avant un match de foot !

Pêle-mêle



Samvura, Makamba : une femme rapatriée et un résident se serrent la main après une médiation réussie au sujet d'une parcelle disputée.



VRI de Mutambara: visite de l'Ambassadeur de France au Burundi, accompagné par la Gouverneur de la Province de Bururi et les Représentants du PAM et de l'UNHCR.



Dans les camps de réfugiés aussi, les enfants ont droit à l'éducation .



Un staff du HCR visite un rapatrié handicapé à Buzimba, en province de Bururi. Les rapatriés handicapés ont besoin d'un accompagnement afin d'assurer leur réintégration effective.

8 Mars: Journée internationale de la femme

La journée internationale de la femme a été, comme chaque année, célébrée au niveau international et national. En ligne avec le thème défini au niveau international, le Burundi a consacré la journée internationale de la femme à l'«Accès égal à l'éducation et aux facteurs de production: un impératif pour l'autonomisation des femmes».

La femme est mise à l'honneur le 8 mars pour rappeler son importance dans la société. Concernant les demandeurs d'asile et les réfugiés, il est plus qu'ailleurs nécessaire de rappeler l'importance de la femme dans la communauté et de la soutenir dans une situation où elle est particulièrement vulnérable. Dans les camps et à Bujumbura, la semaine du 01^{er} au 08 mars a été marquée par différentes activités culturelles et sportives impliquant les filles et les femmes.

A méditer...

Avec leur retour dans leur pays d'origine, les rapatriés apportent des connaissances et des compétences qui contribuent à la reconstruction du pays.

Wélla Kouyou, Chef du bureau HCR de Makamba.



UNHCR
The UN
Refugee Agency

